



Déclaration de Pierre Hurmic, maire de Bordeaux, en introduction du conseil municipal

11 juillet 2023

Hôtel de Ville

(seul le prononcé fait foi)

Les circonstances de la mort du jeune Nahel ont suscité à Bordeaux comme partout en France émotion, condamnation et colère.

Elles ont entraîné des violences, des dégradations, des débordements dans nos quartiers populaires comme dans nos centres-villes.

Je redis ici ce que j'ai dit sur le perron de l'Hôtel de Ville à l'occasion de l'Appel des Maires, le 3 juillet et en présence de certains d'entre vous que je remercie : quelques soient les circonstances, la violence n'est jamais une solution.

Aujourd'hui, les dégâts sont estimés à 650 millions d'euros.

Plus de 230 bâtiments publics ont été visés, des commerces ont été pillés, des mobiliers urbains et véhicules incendiés, des élus et leurs familles ont été agressés.

A Bordeaux, les violences, commises entre le 27 juin et le 1^{er} juillet, ont concerné un grand nombre de quartiers. Les principaux dégâts ont touché la mairie de quartier du Grand Parc et 20 commerces.

Je tiens à remercier le travail des forces de police et de secours qui ont été mobilisées tout au long de cette semaine de violences et qui maintiennent une veille active.

Je souhaite aussi remercier les agents du service public, notamment ceux de la Ville et de la Métropole, les médiateurs et les acteurs associatifs dans les quartiers touchés, qui, par leurs interventions, ont permis de maintenir le dialogue avec tous les habitants des quartiers concernés et de réparer les dégâts dès que cela était possible.

Je veux également affirmer ma solidarité à nos collègues élus qui ont été agressés, aux commerçants visés ainsi qu'aux habitants des quartiers concernés qui sont malheureusement les premières victimes, les premiers pénalisés par ces violences.

Je me suis personnellement rendu aux Aubiers, au Grand Parc et à la Benaugue pour rencontrer les habitants, les acteurs associatifs et les commerçants. J'ai également reçu une délégation de représentants des commerçants, en format cellule de crise le samedi 1^{er} juillet, pour échanger sur les dégâts commis au cours de la nuit précédente.

Je souhaite aussi remercier tous les élus qui ont été au contact des Bordelais pour renforcer ce lien indispensable dans une commune, garant de la cohésion sociale si précieuse en ces temps troublés.

J'ai répondu à l'invitation du Président de la République qui a convié les maires à un temps d'échanges mardi dernier.

En tant que maire de Bordeaux et aussi en tant que Président du Forum français pour la sécurité urbaine, j'ai souhaité y porter une parole constructive sur l'importance de la médiation sociale. J'ai également relayé l'alerte exprimée par bon nombre d'associations des quartiers prioritaires sur la complexité des dispositifs de la politique de ville qui les contraignent à être dans des logiques administratives, bureaucratiques plutôt que dans des logiques de construction de projets avec les habitants.

Ces émeutes nous interpellent aussi sur l'urgente nécessité de revoir les relations entre la police et la population.

Depuis 40 ans, en 1983 à Lyon, en 2005 en Clichy-sous-Bois, et aujourd'hui en 2023 à Nanterre, les mêmes causes produisent les mêmes effets. De la déshumanisation des rapports sociaux naît leur brutalisation.

Il est urgent d'agir et d'instaurer des relations saines entre la police et les habitants des quartiers car nous avons tous besoin de vivre en sécurité.

Au cours de mes déplacements dans les quartiers, les habitants, aussi bien les jeunes que leurs parents ou les acteurs associatifs, m'en parlent. Aujourd'hui, nous sommes dans une culture de l'affrontement entre jeunes et police dans les quartiers prioritaires, dans un cercle vicieux dont il faut sortir.

Beaucoup s'interrogent sur la nécessité de revoir la doctrine de maintien de l'ordre de la police et de consolider la formation des policiers, notamment en matière de lutte contre les discriminations.

La dislocation de la police de proximité, au profit d'une police d'intervention adaptée aux situations de crise et de violence, fut aux yeux de beaucoup de spécialistes de la sécurité une grave erreur stratégique.

Comme beaucoup de mes collègues maires, je déplore également que le rapport de Jean Louis Borloo sur le devenir de la politique de la ville ait été enterré. Je souhaite par ailleurs que les renégociations en cours sur la politique de la ville soient l'occasion de porter, à Bordeaux comme partout en France, une politique ambitieuse pour les habitants des quartiers prioritaires, au profit de la présence humaine.